

Frédéric Encel :

« Les guerres actuelles ne bouleversent pas en profondeur les rapports de force »

Devant l'assemblée générale de la CGF, et quelques jours avant l'attaque lancée par le président américain Donald Trump sur des sites nucléaires iraniens, le géopolitologue, auteur de *La guerre mondiale n'aura pas lieu. Les raisons géopolitiques d'espérer* (Odile Jacob, 2025, 288 pages), a relativisé l'impact des conflits sur les entreprises.

« **L**a posture apocalyptique qui nous est servie du matin au soir sur les chaînes d'info et les réseaux sociaux n'a aucune valeur analytique ». Ainsi Frédéric Encel a-t-il ouvert sa conférence, en affirmant que la couverture médiatique intense des guerres en Ukraine et au Proche-Orient « ne signifie pas que ces conflits vont nous plonger dans une guerre régionale ou mondiale ». Cette sensation de conflictualité extrême s'explique plutôt, selon lui, par l'immédiateté de l'information, par la hausse des rivalités commerciales et par la multiplication des acteurs.

Pourquoi les guerres actuelles ne débordent-elles pas ? Au Moyen-Orient « où l'instabilité est un postulat », le conflit Israël-Gaza-Iran devrait selon lui rester « très localisé, car personne ne volera au secours de la République islamique d'Iran ». Ni la Russie « qui n'est pas son alliée », ni la Chine « qui, depuis 27 siècles, ne projette pas de force militaire hors de ses frontières ». En face, « les États-Unis continueront à fournir des armes à Israël sans envoyer un seul soldat au sol ». En Ukraine, « après deux ans et demi d'une guerre certes très meurtrière avec la Russie, le front est quasi statique et la situation ressemble furieusement à celle de 1915 ».

Il reconnaît que ces crises pèsent sur l'économie, surtout en raison de l'imprévisibilité qu'elles engendrent. Ainsi, la menace iranienne d'une possible fermeture du détroit d'Ormuz, par où transite 20 % du pétrole mondial, a-t-elle agité un moment les esprits. « Mais on ne doit analyser une situation géopolitique donnée qu'en croisant les critères », a-t-il martelé, rappelant que l'Europe a trouvé des alternatives au gaz russe, ou que les cargos bombardés par les Houthis en mer Rouge font désormais le tour de l'Afrique. Avec des surcoûts certes, « mais qui ne bouleversent pas en profondeur les entreprises européennes, ni les rapports de force, ni les modes de production dans le



monde ». Il a rappelé au passage qu'on ne parle quasiment jamais de deux autres conflits, infiniment plus meurtriers, l'un au Soudan et l'autre à l'est du Congo.

Dans ce contexte bouillonnant, Frédéric Encel distingue une « triade vertueuse » : « la valorisation du savoir, le sens de l'intérêt collectif [qui ne privilégie aucune catégorie humaine, N.D.L.R.] et des finances publiques saines ». On retrouve, dit-il, ces qualités en France (malgré son déficit), mais presque pas en Afrique (où les régimes en place privilégient la rente et les intérêts de leur clan), et peu en Asie. « Vous, chefs d'entreprises, investissez votre énergie là où est valorisée cette triade vertueuse », a-t-il lancé. S'il estime que l'Europe « tient encore son destin en main », elle doit d'urgence « faire les arbitrages nécessaires pour ne pas se faire dicter ses valeurs et ses intérêts ». Puissance économique et financière, « elle doit aussi se doter de la deuxième dimension de la puissance : le politique et le militaire » a-t-il plaidé. Pour lui, seuls deux pays peuvent porter la voix des démocraties européennes dans le monde : la France et... le Royaume-Uni.

Il a conclu sa conférence par un coup de griffe à Emmanuel Macron : « avec la dissolution, par la faute d'un enfant-roi, la France a perdu l'un de ses derniers atouts : la grande stabilité de son État ». Puis, par un hommage à son public d'entrepreneurs : « la nation française tient désormais grâce à vous, grands groupes et PME ». Avant de laisser à Talleyrand le dernier mot : « on ne croit que ceux qui croient en eux ».